



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES

Service de l'Agriculture, de la
Forêt et de l'Environnement
(SAFE)

Pôle de l'environnement et
des installations classées

Cergy, le **21 JUL. 2014**

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 11965 de MISE EN DEMEURE

Société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM)

à GONESSE

Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surface soumis à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 mars 1976 autorisant la société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM) à exploiter une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de GONESSE – 2, Rue des Frères Montgolfier, classées sous les rubriques N° 2565 et N° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM) .

VU le rapport du 1^{er} avril 2014 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise établi suite à la visite d'inspection réalisée le 13 mars 2014 sur le site de la société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM) située 2, Rue des Frères Montgolfier à GONESSE ;

1/4

VU la lettre du 1^{er} avril 2014 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise par laquelle l'exploitant est invité à formuler des observations sur la proposition de mise en demeure ;

CONSIDERANT que le contrôle réalisé le 13 mars 2014 par l'inspection des installations classées a conduit à relever des non-conformités notables ;

CONSIDERANT que les installations électriques du site n'ont pas été vérifiées depuis 2010, ce qui constitue une non-conformité notable avec les dispositions de l'article 4 du Titre 3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 susvisé ;

CONSIDERANT que le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma des eaux sur lequel apparaît notamment l'arrivée d'eau sur le site et la circulation des eaux, ce qui constitue une non-conformité notable avec les dispositions de l'article 3.3 du Titre 3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral 28 décembre 2007 précité ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a également pas été en mesure d'indiquer s'il existe un disconnecteur sur l'arrivée d'eau et qu'aucun disconnecteur n'a pu être visualisé au cours du contrôle, ce qui constitue une non-conformité notable avec les dispositions de l'article 1.2 du Titre 4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral 28 décembre 2007 susvisé ;

CONSIDERANT qu'un trou a été constaté dans la rétention associée à la chaîne des produits mis dans les tonneaux et qu'une rétention sous la cuve d'acide chlorhydrique n'était pas vide, ce qui constitue une non-conformité notable avec les dispositions de l'article 12.2 du Titre 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 précité ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas pu présenter de rapport reprenant les résultats des mesures des effluents atmosphériques postérieur à 2011, ce qui constitue une non-conformité notable avec les dispositions de l'article 38.1 du Titre 10 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire 28 décembre 2007 susvisé ;

CONSIDERANT que lors de l'inspection réalisée le 13 mars 2014, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un rapport de vérification des trappes de désenfumage et de préciser si elles sont équipées d'un système automatique d'ouverture, ce qui constitue une non-conformité notable aux dispositions de l'article 9.1 du Titre 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 précité ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas pu présenter de rapport d'analyse du risque foudre de l'établissement, basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 ou à un guide technique reconnu par le ministère chargé des installations classées, ce qui constitue une non-conformité notable aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDERANT que l'ensemble de ces non-conformités peut conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou avoir un impact important sur l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient, par conséquent, de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM) de respecter les dispositions des articles 4 du Titre 3 - 3.3 du Titre 3- 1.2 du Titre 4 - 12.2 du Titre 2 - 38.1 du Titre 10 - 9.1 du Titre 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 précité et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé pour le site qu'elle exploite à GONESSE - 2, Rue des Frères Montgolfier ;

SUR la proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Val-d'Oise ;

A R R E T E

Article 1er : La société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM) implantée à GONESSE - 2, Rue des Frères Montgolfier est mise en demeure de respecter :

- dans un délai d'UN MOIS à compter de la date de notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 4 du Titre 3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 précité, en faisant vérifier ses installations électriques.

Dans le cas où des non-conformités seraient relevées un échéancier des actions correctives sera mis en place,

- les dispositions de l'article 3.3 du Titre 3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 susvisé, en réalisant le schéma des eaux,

- les dispositions de l'article 1.2 du Titre 4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 précité, en installant un disjoncteur sur l'arrivée d'eau,

- les dispositions de l'article 12.2 du Titre 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 susvisé, en prenant les dispositions appropriées pour que les capacités de rétention soient en mesure de recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné, en rebouchant le trou de la rétention et en maintenant vide de tout liquide les rétentions,

- les dispositions de l'article 38.1 du Titre 10 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 précité, en faisant réaliser des mesures de concentrations dans les effluents atmosphériques et en faisant vérifier le bon fonctionnement des systèmes de captation.

- dans un délai de TROIS MOIS à compter de la date de notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 9.1 du Titre 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 susvisé, en faisant équiper ses trappes de désenfumage d'un système d'ouverture automatique,

– les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité, en faisant procéder à une analyse du risque foudre de l'établissement, basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 ou à un guide technique reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Article 2 : L'exploitant devra transmettre les justificatifs du respect des prescriptions correspondantes à l'inspection des installations classées dans les délais indiqués à l'article 1.

Article 3 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de GONESSE pendant la durée d'un mois et sera déposée aux archives de la mairie pour être maintenue à la disposition du public.

Le maire établira un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction Départementale des Territoires du Val-d'Oise (DDT).

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise Cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté prolongé de six mois après la publication ou l'affichage de celui-ci, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, la directrice départementale des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise et le maire de GONESSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le

21 JUIL. 2014

pour le Préfet,
le Secrétaire Général,


Jean-Noël CHAVANNE